

RAPPORT DE L'ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LES REGISTRES COMMERCIAUX



DYNAMIQUE COMMERCIALE DE 2018 À 2020

AOÛT 2022



INTRODUCTION

L'enquête internationale sur les registres commerciaux (IBRS) et le rapport pertinent (IBRR) visent à aider les registres des entreprises à comparer leurs propres pratiques et rendements avec ceux d'autres États. L'évaluation comparative est l'une des meilleures façons de tirer des enseignements précieux sur les façons d'améliorer les procédures et de surmonter les difficultés. L'évaluation comparative permet également, dans un tel contexte, de comparer les systèmes juridiques de différents pays, ce qui est crucial, car les systèmes juridiques représentent l'assise sur laquelle reposent tous les organismes d'enregistrement des entreprises.

Les possibilités d'apprentissage qui s'offrent s'étendent de l'acquisition de connaissances de base sur des aspects comme les coûts et les droits dans les différents États, à des renseignements plus détaillés au sujet de points particuliers, comme la façon dont les registres d'entreprises combattent le vol d'identité d'entreprise et contribuent à la lutte internationale contre la criminalité économique.

L'enquête et le rapport ont évolué depuis 2001, passant d'un projet modeste ne visant que quelques États européens à une initiative vraiment mondiale faisant appel à la coopération et à la collaboration d'organismes d'enregistrement des entreprises et de personnes de partout dans le monde.

L'enquête et le rapport sont le résultat des efforts concertés d'un groupe de travail composé d'experts des registres d'entreprises et de statisticiens.

Le rapport a été préparé par les membres qui suivent :

- Flavio Burlizzi (Président du groupe de travail - Italie)
- Iñaki Vázquez (Espagne)
- Marissa Soto-Ortiz (États-Unis)
- Hayley Clarke (Canada)
- Ljubinka Andonovska (Macédoine du Nord)
- Angela S. Doneva (Macédoine du Nord)
- Martin Fidler Jones (Royaume-Uni)
- Lance Patterson (Royaume-Uni)
- Gaury Sastry (Allemagne)
- Nicolas Moos (Allemagne)

Équipe de soutien :

- Chiara Gaffuri (Secrétaire de l'EBRA)
- Stephen Brandon (Gestionnaire technique de l'EBRA)
- Helen Fletcher (Gestionnaire des communications de l'EBRA)

CONTENTS

● **Page 1: INTRODUCTION**

Page 3: Avertissement général

Page 3: Collecte de données et taux de réponse

Page 3: Rapport de l'enquête internationale sur les registres commerciaux de 2021

● **Page 5: PRINCIPAUX RÉSULTATS**

Page 6: Information sur les actionnaires

Page 8: Information sur les propriétaires bénéficiaires

Page 10: Dynamique commerciale – sociétés enregistrées

Page 12: Dynamique commerciale – constitutions en personne morale

Page 15: Dynamique commerciale - suppressions

● **Page 18: COORDONNÉES**

Avertissement général

Le groupe de travail a suivi les meilleures pratiques statistiques pour la conception de l'enquête ayant abouti au contenu du présent rapport. Malgré cela, comme toujours, il faut se montrer prudent dans l'interprétation des données.

Les différents registres d'entreprises fonctionnent au sein de cadres juridiques différents et la nécessité de se conformer aux lois d'un État pourrait constituer l'une des raisons des différences évidentes qui apparaissent dans l'évaluation comparative. Il serait incorrect de comparer uniquement le rendement. Il faut tenir compte des contraintes qu'imposent la législation ou d'autres facteurs ne pouvant être mesurés dans le cadre de l'enquête.

Comme c'est le cas tous les ans, nous avons à la fois attiré de nouveaux répondants et perdu un certain nombre de répondants existants. Nous devons par conséquent continuer à faire preuve de prudence lorsque nous effectuons des analyses des tendances, car les changements survenant entre les années sont souvent causés par des changements parmi la population sondée plutôt que par des changements survenus dans la façon dont fonctionnent les États. Nous avons tout mis en oeuvre pour isoler les données fallacieuses du présent rapport, mais les conclusions tirées en vertu de ce principe pourraient être sujettes à interprétation.

Les observations et conclusions formulées dans les présentes représentent les opinions des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions de l'ASORLAC (association des registres de l'Amérique latine et des Caraïbes), du CRF (forum des registres du commerce), de l'EBRA (association des registres européens du commerce) ou de l'IACA (association internationale des administrateurs commerciaux).

Collecte de données et taux de réponse

La première enquête visant l'obtention de réponses des registres d'entreprises sur leurs activités au cours des années civiles 2018 à 2020 a été distribuée en octobre 2021. L'enquête renfermait 19 questions (dont certaines étaient cachées des répondants, selon leur réponse à une question antérieure) et était axée sur deux principaux sujets : les cadres juridiques et institutionnels, et la dynamique commerciale.

Rapport de l'enquête internationale sur les registres commerciaux de 2021

Les questions de l'enquête de 2021 concernaient les entités qui suivent : (i) les entrepreneurs individuels; (ii) les sociétés en nom collectif; (iii) les sociétés à capital fermé à responsabilité limitée; (iv) les sociétés à capital ouvert à responsabilité limitée; (v) les sociétés à responsabilité limitée dans le cas desquelles aucune distinction n'est faite entre les sociétés à capital fermé et celles à capital ouvert dans le registre d'entreprises; et (vi) les sociétés à responsabilité limitée non constituées en personnes morales.

Avertissement général



Au total, 85 autorités ont répondu à l'enquête.

Dans le rapport de cette année, les données des pays répondantes ont été comparées en fonction de l'état de développement de leur économie selon la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). On distingue trois catégories d'état de développement : les pays développés, ceux en transition et ceux en voie de développement. Cette catégorisation vise à présenter une perspective fraîche qui devrait nous faire part d'un compte rendu intéressant, en particulier à la lumière du thème du rapport : l'évolution du rôle des registres d'entreprises.

Lorsque cela s'avérait pertinent, nous avons continué à présenter une ventilation par régions géographiques. Les régions en question comprennent l'Afrique, l'Asie, les Caraïbes, l'Amérique centrale, l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Océanie et l'Amérique du Sud.

Les régions susmentionnées sont les régions géographiques utilisées par la Division de la statistique des Nations Unies dans ses publications et bases de données, et elles sont basées sur les régions continentales. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les régions en question au lien ci-après : www.unstats.un.org/unsd/methodology/m49/.

Les données démographiques utilisées dans l'analyse proviennent de la publication officielle World Population Prospects 2019, publiée par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, www.population.un.org/wpp/ ; le United States Census Bureau, <https://www.census.gov/>; et Statistique Canada, l'organisme national de statistique du Canada, www.statcan.gc.ca/.

Le rapport utilise le terme registre commercial (sauf aux endroits signalés par rapport à d'autres registres particuliers) et il vise à englober les registres d'entreprises ou les autres registres que les autorités concernées incorporent sous le terme registre commercial.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Sondage en ligne:
www.bit.ly/3HHbmCn

Information sur les actionnaires

En 2020, le nombre de registres ayant signalé enregistrer de l'information sur les actionnaires est demeuré largement inchangé comparativement à 2019.

Aucune tendance claire n'est apparue en raison des différences survenues dans les répondants entre 2019 et 2020.

Enregistrement d'information sur les actionnaires selon la région

Nombre de registres	Oui		Non	
	2019	2020	2019	2020
Afrique	6	3	1	0
Asie	12	7	1	0
Caraïbes	3	1	0	0
Amérique centrale	2	3	2	2
Europe	19	18	11	12
Amérique du Nord	7	4	16	13
Océanie	3	4	0	0
Amérique du Sud	1	14	3	2
TOTAL	53	54	34	29

En Amérique du Sud, le nombre de registres consignant de l'information sur les actionnaires est passé de 1 à 14, une hausse témoignant du fait que 11 des 14 registres se trouvent en Équateur.

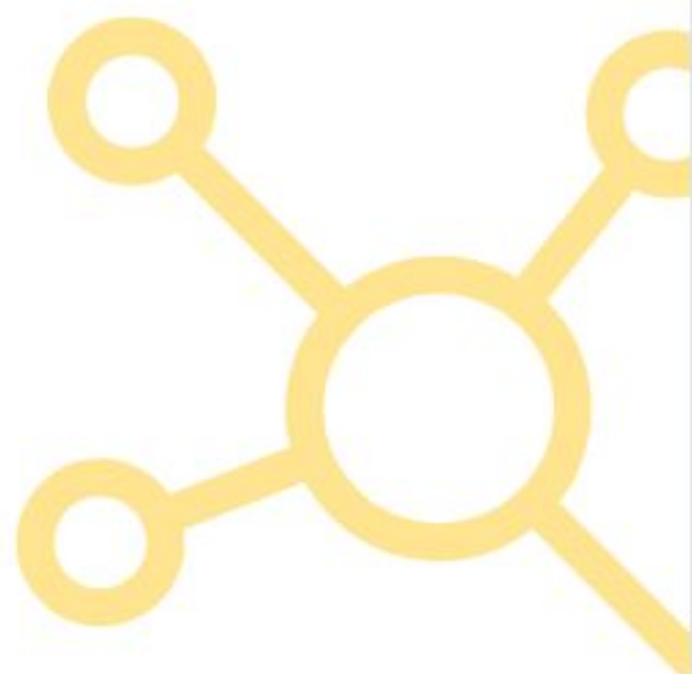
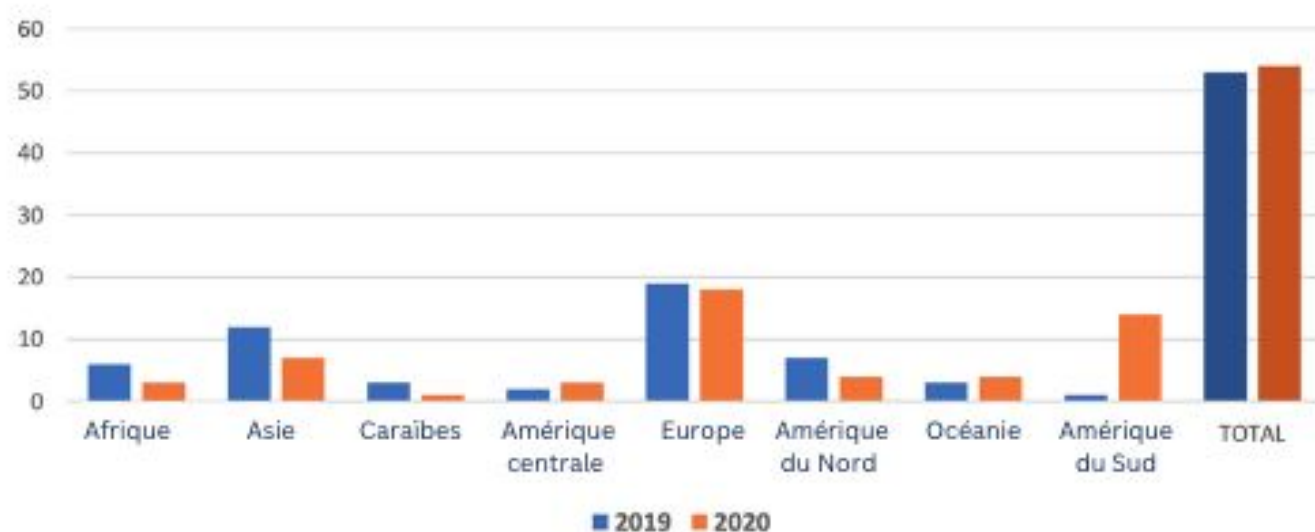
Les données globales d'Amérique du Nord comprennent des réponses de plus d'États des États-Unis qu'en 2019, lesquels n'enregistrent de façon générale pas d'information sur les actionnaires.

Le taux de réponses positives parmi les répondants d'Afrique et d'Asie a augmenté dans les deux cas, bien que la taille de l'échantillon ait été très modeste (trois et sept registres respectivement).

Dans le cas de l'Europe, la situation demeure en général la même, mais il est surprenant qu'en dépit des pressions réclamant la consignation d'information sur les actionnaires, 12 registres ne le fassent toujours pas.

Information sur les actionnaires

Nombre de registres consignant de l'information sur les actionnaires



Information sur les propriétaires bénéficiaires

En 2020, le nombre de registres ayant signalé enregistrer de l'information sur les propriétaires bénéficiaires a varié de façon marquée sans que n'émerge de tendance marquante.

Enregistrement d'information sur les propriétaires bénéficiaires selon la région

Nombre de registres	Oui		Non	
	2019	2020	2019	2020
Afrique	6	3	1	0
Asie	4	3	7	3
Caraïbes	0	0	3	1
Amérique centrale	1	0	3	5
Europe	16	19	13	9
Amérique du Nord	0	1	22	15
Océanie	1	2	2	2
Amérique du Sud	0	12	3	3
TOTAL	28	40	54	38

L'Amérique du Sud a livré le plus de réponses positives significatives à partir d'un nombre de base de zéro, mais celles-ci comprennent 11 réponses positives sur 12 provenant des registres de l'Équateur.

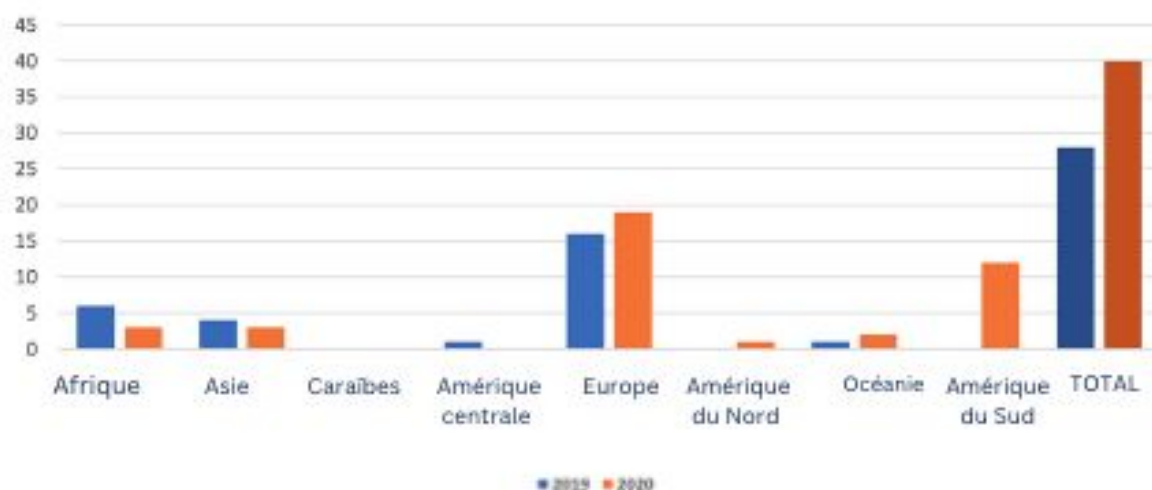
Le nombre de réponses positives des Caraïbes est demeuré nul pour la deuxième année consécutive.

Dans le cas de l'Europe, les pourcentages de réponses positives continuent à augmenter.

Cinq des neuf registres européens ayant répondu à l'enquête et n'ayant pas enregistré d'information sur les propriétaires bénéficiaires ont consigné cette information ailleurs que dans le registre d'entreprises, ce qui révèle que les quatre autres continuent à ne pas enregistrer ce type d'information.

Information sur les propriétaires bénéficiaires

Nombre de registres consignant de l'information sur les propriétaires bénéficiaires



Dynamique commerciale

- sociétés enregistrées

Nous avons reçu des réponses de différents États représentant ensemble environ 40 millions de sociétés.

Le nombre de sociétés enregistrées dans les registres des États répondants a constamment augmenté au cours de la période de 2018 à 2020, peu importe l'état de développement ou la région (avec certaines anomalies en Amérique centrale). Nous observons toutefois un taux d'augmentation plus lent dans les pays développés et en voie de développement.

DC - Sociétés enregistrées selon l'état de développement

Nombre	2018	2019	2020
Pays développés	30 857 790	32 268 513	33 738 050
Pays en voie de développement	3 490 472	3 778 662	4 010 177
Pays en transition	1 651 844	1 757 334	1 939 701
TOTAL	36 000 106	37 804 509	39 687 928

Sociétés enregistrées



Le nombre de sociétés enregistrées dans les registres des États répondants par millier d'habitants a lui aussi augmenté, peu importe l'état de développement. Nous observons toutefois un nombre substantiellement inférieur de sociétés enregistrées par millier d'habitants dans les pays en voie de développement comparativement aux pays développés et à ceux en transition.

Dynamique commerciale

- sociétés enregistrées

DC - Sociétés enregistrées selon l'état de développement

Nombre par millier d'habitants	2018	2019	2020
Pays développés	52,88	55,09	57,36
Pays en voie de développement	3,65	3,89	4,06
Pays en transition	31,35	33,20	36,48
TOTAL	22,61	23,48	24,38

En Europe, le nombre total de sociétés a augmenté de 5,01 % en 2018-2019, mais de seulement 1,9 % en 2019-2020. On note une augmentation des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés à capital fermé à responsabilité limitée, mais une baisse des autres formes juridiques de sociétés.

Nous observons en général une réduction du nombre total de sociétés en nom collectif dans tous les États, peu importe leur état de développement.

Le nombre d'entrepreneurs individuels a augmenté à un rythme plus lent dans les pays développés et en voie de développement que dans les pays en transition. Cette tendance se reflète également dans les nombres totaux d'entrepreneurs individuels enregistrés selon l'état de développement : en 2020, on a dénombré 9,72 entrepreneurs indépendants par millier d'habitants dans les pays développés, 0,62 dans les pays en voie de développement et 29,4 dans les pays en transition.

Nous observons dans les pays développés le taux d'augmentation net le plus élevé en 2019-2020 du nombre total de sociétés à responsabilité limitée comparativement aux autres formes juridiques de sociétés.

Sociétés enregistrées par millier d'habitants



Dynamique commerciale

- constitutions en personne morale

Les nouvelles constitutions en personne morale ont augmenté, peu importe l'état de développement, mais à un taux substantiellement supérieur dans les États en transition.

Nous observons un taux de croissance plus lent des constitutions en personne morale en 2019-2020 comparativement à 2018-2019 dans les États en transition seulement.

DC - Constitutions en personne morale selon l'état de développement

Nombre	2018	2019	2020
Pays développés	3 343 012	3 513 359	3 854 892
Pays en voie de développement	561 958	589 932	602 350
Pays en transition	174 068	199 764	252 245
TOTAL	4 079 038	4 303 055	4 709 487

On a observé une augmentation des nouvelles constitutions en personne morale (2019-2020) de 9,72 % dans les pays développés, de 2,1 % dans les pays en voie de développement et de 26,27 % dans ceux en transition.

Les nouvelles constitutions en personne morale ont également augmenté peu importe la région géographique.

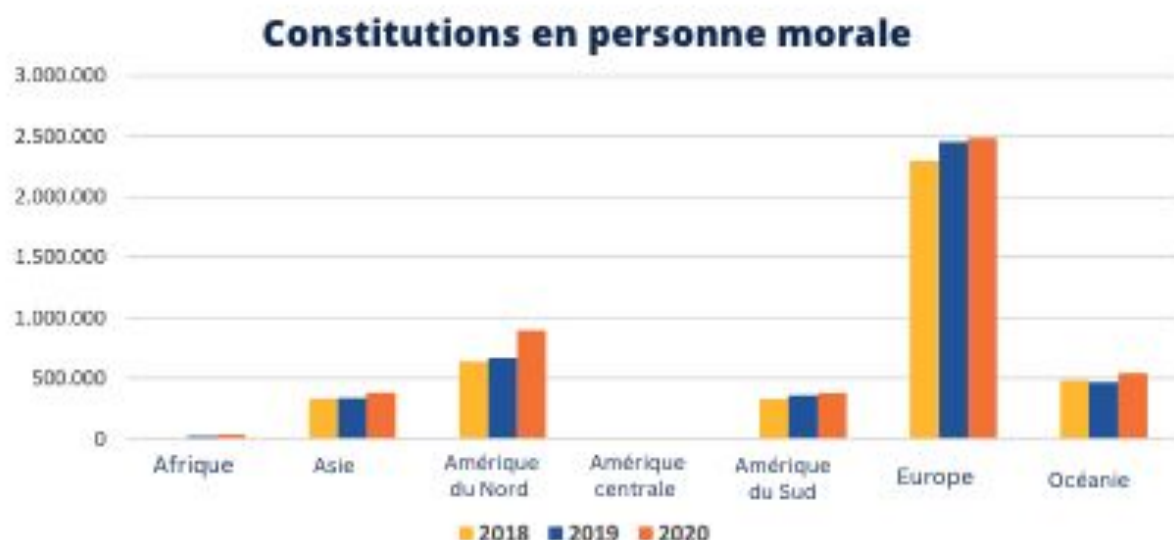
Dans les réponses reçues des États européens, nous constatons une augmentation constante (2018-2020) des nouvelles constitutions en personne morale dans le cas des entrepreneurs individuels, des sociétés en nom collectif et des sociétés à capital fermé à responsabilité limitée, de même qu'une baisse constante des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés à capital ouvert à responsabilité limitée.

DC - Constitutions en personne morale selon la région

Nombre	2018	2019	2020
Afrique	--	22 164	35 039
Asie	332 777	336 726	378 962
Europe	2 299 374	2 452 732	2 483 064
Amérique du Nord	633 987	667 050	894 366
Océanie	483 740	465 952	541 968
Amérique du Sud	329 150	358 419	376 070

Dynamique commerciale

- constitutions en personne morale



Nous observons toutefois en Europe un taux d'augmentation inférieur en 2019-2020 (1,24 %) comparativement à 2018-2019 (6,67 %).

Le nombre de constitutions en personne morale par millier d'habitants a augmenté dans les pays développés et en transition, mais non dans les pays en voie de développement.

En 2020, nous avons observé 6,55 nouvelles constitutions en personne morale par millier d'habitants dans les pays développés, 4,74 dans les pays en transition et 0,61 dans les pays en voie de développement.

DC - Constitutions en personne morale selon l'état de développement

Nombre par millier d'habitats	2018	2019	2020
Pays développés	5,73	6,00	6,55
Pays en voie de développement	0,59	0,61	0,61
Pays en transition	3,30	3,77	4,74
TOTAL	2,56	2,67	2,89

Dans les réponses reçues des registres européens, nous observons 5,6 nouvelles constitutions en personne morale par millier d'habitants.

Le rapport des constitutions en personne morale/sociétés enregistrées est demeuré passablement constant de 2018 à 2020, peu importe l'état de développement. Dans les États européens, nous observons un ratio constant de 0,1 durant l'ensemble de la période.

Dynamique commerciale

- constitutions en personne morale

Constitutions en personne morale/sociétés enregistrées



Dynamique commerciale

- suppressions

Les nombres ainsi que la proportion de suppressions par habitant ont, dans tous les endroits, dans le cas de tous les états de développement, haussé en 2019 et fléchi en 2020. Les fluctuations ont représenté entre 2 et 2,5 millions de suppressions par an (la moitié du nombre de constitutions en personne morale par an).

DC – Suppressions selon l'état de développement

Nombre	2018	2019	2020
Pays développés	1 802 075	2 452 955	2 159 007
Pays en voie de développement	238 398	275 651	208 033
Pays en transition	39 138	51 787	48 659
TOTAL	2 079 611	2 780 393	2 415 699

Nous observons des différences marquées des suppressions par millier d'habitants entre les pays en voie de développement, les pays développés et ceux en transition. Les suppressions dans les pays développés se situent entre trois et quatre par millier d'habitants, alors que dans les pays en transition, elles atteignent à peine une et une dans les pays en voie de développement, elles se chiffrent autour de 0,25 pour les trois années.

DC – Suppressions selon l'état de développement

Nombre par millier d'habitants	2018	2019	2020
Pays développés	309	419	367
Pays en voie de développement	0,25	0,28	0,21
Pays en transition	0,74	0,98	0,92
TOTAL	1,31	1,73	1,48

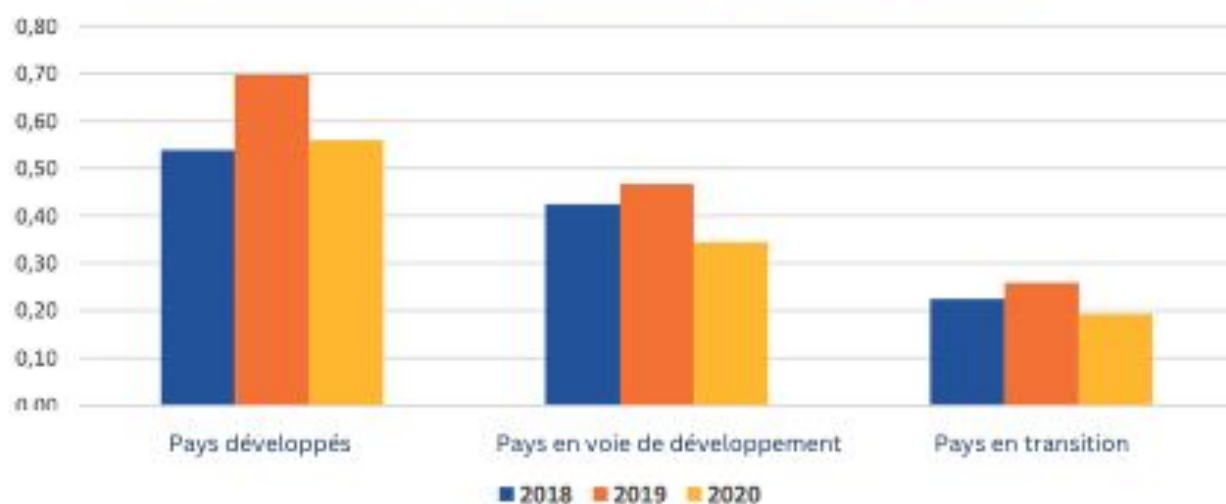
La proportion de suppressions par rapport aux constitutions en personne morale est par ailleurs supérieure dans les pays développés, où elle représente plus de 55 %. Suivent les pays en voie de développement avec des pourcentages de moins de 50 %.

Dans les pays en transition, la proportion est d'environ 25 %. Ces proportions augmentent en 2019 et diminuent en 2020.

Dynamique commerciale

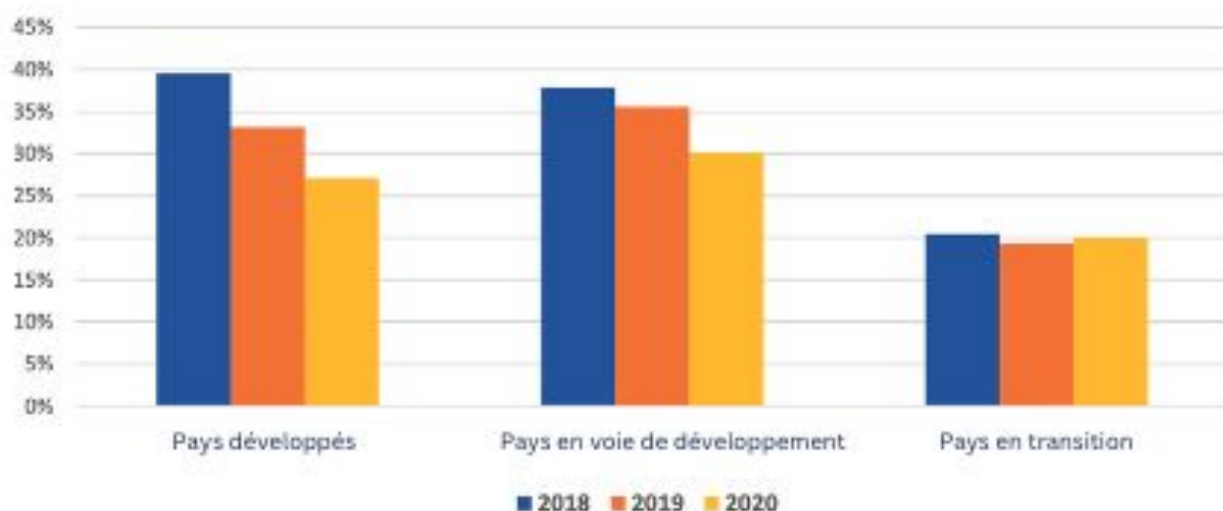
- suppressions

Suppressions/constitutions en personne morale



Si nous examinons la proportion de suppressions obligatoires par rapport aux suppressions totales, les chiffres des pays en voie de développement sont très similaires à ceux des pays développés. Dans les pays en transition, la proportion est toujours inférieure à celle des autres pays.

Suppressions obligatoires/totales



Dans toutes les régions, le nombre de suppressions a diminué en 2020 (après avoir augmenté en 2019), alors que le nombre de constitutions en personne morale a augmenté. Les endroits ayant enregistré la proportion la plus élevée par millier d'habitants ont été l'Océanie avec dix, suivi de l'Europe, avec entre trois et quatre, et de l'Amérique du Nord, avec environ deux.

Dynamique commerciale

- suppressions

DC - Suppressions selon la région

Nombre	2018	2019	2020
Afrique	--	--	--
Asie	186 820	204 806	141 777
Europe	1 227 924	1 760 720	1 583 672
Amérique du Nord	234 193	352 020	274 296
Océanie	374 582	382 009	343 793
Amérique du Sud	55 883	80 763	72 117

Si nous considérons la forme juridique de constitution de la société, la proportion de sociétés en nom collectif est supérieure en Asie et en Océanie (environ le double de la moyenne à l'échelle de la région) et le même phénomène est vrai dans le cas des sociétés à capital ouvert à responsabilité limitée en Europe et en Amérique du Sud (en Europe, trois ou quatre fois la moyenne; en Amérique du Sud, entre six et 11 fois la moyenne régionale selon l'année).



COORDONNÉES

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'équipe en utilisant les coordonnées suivantes:

EBRA: Chiara - survey@ebra.be

CRF: Martin Fidler Jones - mfjones@companieshouse.gov.uk

IACA: Marissa Soto-Ortiz - marissa.soto-ortiz@sec.state.ma.us

